

Climat : la France veut mettre les pays émergents au coeur des négociations

LEMONDE.FR avec AFP | 01.11.09 | 16h18 • Mis à jour le 01.11.09 | 16h30

A un peu plus d'un mois du sommet de Copenhague, où 192 pays tenteront de trouver une suite à donner au protocole de Kyoto, les négociations se multiplient entre les acteurs majeurs. Des sommets cruciaux entre l'Europe et les Etats-Unis, le 3 novembre, puis avec l'Inde, le 6, se profilent. Vendredi, les membres de l'Union européenne se sont mis d'accord sur le montant des aides nécessaires pour les pays pauvres, mais ont refusé de dire combien ils comptaient contribuer. (Lire le décryptage [Les Européens restent divisés sur la facture climatique](#)).

PUBLICITE



Le ministre de l'écologie français, Jean-Louis Borloo, s'est tout de même félicité de cet accord a minima – *"le contenu me convient bien"* – et a rappelé que les *"pays les plus vulnérables"* doivent être au centre des négociations. Estimant que ces pays n'ont pas bénéficié du protocole de Kyoto, dont la première phase expire en 2012, M. Borloo défend un *"plan spécifique"* en leur faveur à Copenhague.

PERSONNE "NE CONTESTE LE FOND DE NOTRE RAISONNEMENT"

Dans les colonnes du [JDD](#), dimanche, le ministre donne une ébauche de ce plan, provisoirement *"baptisé Justice-climat"*. *"Nous, les pays industrialisés qui avons beaucoup pollué, devons nous mobiliser pour financer le développement des énergies renouvelables dans les pays les plus vulnérables"*, a-t-il ajouté. Ce plan, qui sera présenté à Copenhague, ne devrait pas aboutir à de nouvelles taxes, selon M. Borloo. *"Nous réfléchissons à des financements innovants, sur les transactions financières par exemple"*, a-t-il signalé notamment.

Optimiste, Jean-Louis Borloo assure qu'aucun des participants au sommet *"ne conteste le fond de notre raisonnement"*. *"Il ne faut pas négliger la crédibilité dont bénéficie notre pays depuis le Grenelle de l'environnement"*, avance-t-il, estimant que sa proposition est une des pistes nécessaires pour obtenir, à Copenhague, *"l'accord le plus ambitieux possible"*.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, ne dit pas autre chose lorsqu'il défend *"un traité efficace et contraignant"*. *"Il faut mettre la barre haut et ne pas réduire nos ambitions"*, a-t-il déclaré, dimanche, estimant qu'à défaut de contraintes, il faudra *"un accord politique qui nous conduira à de nouvelles négociations après le sommet"*.

